

Comité Technique Local du 13 mars 2015

Un Comité Technique Local de la DISI Paris-Normandie était convoqué le vendredi 13 mars.

Lors de ce CTL ont été évoqués le bilan de la formation professionnelle de l'année 2014, le plan local de formation de l'année 2015, le bilan de l'évaluation professionnelle, le tableau de bord de veille sociale.

Un point spécifique a été fait sur l'activité de développement à l'ESI de Caen.

Une transformation de poste à l'ESI Rouen Jean Moulin a également été présentée et soumise au vote.

Les élus Solidaires Finances Publiques ont lu leur déclaration liminaire en début de séance (voir ci-joint).

Bilan de la formation professionnelle

Les documents communiqués par l'administration ne permettent pas d'analyser précisément les actions de formation professionnelle de l'année 2014. Les élus, en continuité des années précédentes, ont dénoncé l'insuffisance et le manque de précisions des informations fournies.

Lors du bilan de la formation professionnelle 2013, nous avons déjà demandé :

- le nombre de demande de DIF (Droit Individuel à la Formation), ainsi que le nombre de refus
- le détail des préparations aux concours et examens par qualification (PAU, PSE, Analyste...)
- le détail des formations continues à caractère informatique (formations internes, formations dites « constructeurs »), 85 % de la formation informatique étant comptabilisée en dehors de Flore.

Ces informations, toujours absentes des documents préparatoires, ont été communiquées en partie, en séance, suite aux questions des représentants du personnel.

Il a été constaté une baisse du nombre d'agents ayant suivi une formation entre 2013 et 2014 (-17%).

Cette dernière s'explique par la fin des actions de formation obligatoire (déontologie et prévention des discriminations).

Au total 11 DIF ont été demandés et accordés, essentiellement pour préparer des concours et examens.

Pour la qualification de PAU, 16 agents de la DISI ont bénéficié d'une préparation, 6 ont été admissibles à l'examen, et 5 ont été reçus.

Les représentants du personnel se sont interrogés sur la baisse importante (44%) du nombre de préparants aux concours et qualification entre 2013 et 2014.

Concernant les formations informatiques, nous avons rappelé le caractère dissuasif du site de Toulouse pour les agents de la DISI Paris Normandie, les délais de trajet étant excessifs. Les sites de l'IGPDE ou de l'ENFIP à Noisy-le-grand sont beaucoup plus accessibles.

L'e-formation a été mise en place en 2014. Elle concernait le domaine des ressources humaines et budgétaires (FDD) et la bureautique (Open Office). Vos élus sont intervenus au sujet du manque de souplesse d'accès à ces modules d'e-formation (dates imposées et impossibilité d'y accéder ultérieurement).

Il a aussi été constaté une absence d'enquête de satisfaction à destination des agents.

Enfin le manque d'interactivité de l'e-formation a été soulevé.

Vos représentants Solidaires Finances Publiques en Comité Technique Local :

<u>Titulaires :</u>		<u>Suppléants :</u>	
Carole BAILLY	ESI ORLEANS	Vincent GAUTIER	ESI VERSAILLES Chantiers
Jean-Luc DEBON	ESI CAEN	Martine ROELAS	ESI ORLEANS
Patrick PIMONT	ESI VERSAILLES St Cloud – CID 95	Marie-France FORNAY	ESI VERSAILLES Chantiers

Plan local de formation de l'année 2015

Le plan local de formation (PLF) 2015 pour la DISI Paris-Normandie est établi à partir du recensement des besoins des agents exprimés, notamment lors des entretiens professionnels. Ce PLF n'est pas figé et peut évoluer en cours d'année. Cependant il a été constaté de grosses disparités entre les établissements. Les représentants Solidaires Finances Publiques se sont abstenus sur le PLF 2015 présenté.

Bilan de l'évaluation professionnelle

Le nombre total de recours en 2014 a été de 13 pour la DISI (année de gestion 2013). Solidaires Finances Publiques a soulevé le caractère dissuasif du recours auprès de l'autorité hiérarchique. Sur l'ensemble de la DISI, deux agents ont été pénalisés avec un avancement ralenti (+ 1 mois).

Tableau de bord de veille sociale

Le nombre de signalement de violences physiques ou verbales est en baisse par rapport à 2013 (aucun signalement en 2014). Il faut préciser que seuls sont recensés les événements remontés par les chefs d'établissement à la DISI.

L'année 2014 a compté 6 accidents de service, dont 5 sont des accidents de trajet.

Le taux de demandes de mutation (8 % pour la DISI; taux variable selon les établissements) est une donnée difficilement interprétable.

Les organisations syndicales ont fait une demande d'information sur le nombre de CET (Compte Épargne Temps) supérieurs à 40 jours. Après requête effectuée par le service RH, 30 agents à la DISI Paris Normandie possèdent un CET de 40 jours ou plus.

Situation de l'activité de développement à l'ESI de Caen

Suite à l'annonce de l'abandon du développement de Neptune V2 à l'ESI de Caen et en l'absence de communication de la part de la Direction sur le sujet, les représentants du personnel (Solidaires Finances Publiques et FO) avaient demandé l'organisation d'un CTL spécifique à Caen. La direction de la DISI Paris-Normandie nous a opposé un refus, au seul motif du nombre de personnes à déplacer. Nous n'avons pu obtenir que l'ajout de ce point à l'ordre du jour de ce CTL.

Les représentants du personnel (Solidaires Finances Publiques et FO) et les deux experts venus de Caen ont dénoncé la méthode d'annonce de l'arrêt du projet Neptune V2 et le manque de considération envers les personnels (voir notre déclaration liminaire).

La directrice de la DISI a rappelé que les activités de développement ne sont pas pilotées par la DISI. Elle a convenu que l'annonce n'avait pas été faite dans le cadre approprié, celle-ci ayant eu lieu lors d'une réunion de travail. Cela ne justifie pas pour autant, 2 mois, sans aucune communication et sans aucune rencontre avec les agents.

Les représentants de Solidaires Finances Publiques ont souligné les risques psycho-sociaux liés à la perte d'activité. Ils ont, comme la réglementation le prévoit, demandé la convocation d'un CHSCT exceptionnel. En effet, les agents subissent une remise en cause individuelle et collective après plusieurs années de travail sur une application purement et simplement jetée à la poubelle.

Vos représentants Solidaires Finances Publiques en Comité Technique Local :

<u>Titulaires :</u>		<u>Suppléants :</u>	
Carole BAILLY	ESI ORLEANS	Vincent GAUTIER	ESI VERSAILLES Chantiers
Jean-Luc DEBON	ESI CAEN	Martine ROELAS	ESI ORLEANS
Patrick PIMONT	ESI VERSAILLES St Cloud – CID 95	Marie-France FORNAY	ESI VERSAILLES Chantiers

La directrice de la DISI, a annoncé que des missions de développement ont été demandées et pourraient être proposées au plateau de développement de Caen dans les prochains mois (dont la réécriture de l'application ASPASIE). Elle s'est par ailleurs engagée à porter la parole des agents qui réclament des explications sur cet arrêt brutal. L'abandon de cette application quasi-finalisée est incohérent lorsque l'on parle par ailleurs de modernisation des applications vieillissantes. De plus, c'est un véritable gâchis financier et humain.

Les représentants de Solidaires Finances Publiques ont été surpris que ce soit l'application ASPASIE, actuellement développée à Nanterre, qui soit donnée à Caen.

En l'absence d'information et de documents à communiquer, la directrice de la DISI a décliné la demande de CHSCT exceptionnel. Elle nous a informés qu'un point serait fait au cours du prochain CHSCT début avril.

Évolution du TAGERFiP

Les élus Solidaires Finances Publiques se sont abstenus lors du vote sur la transformation d'un poste d'IDIV Analyste en poste d'IDIV PSE-CRA à l'ESI Rouen Jean Moulin. Ce vote n'est pas une position contre l'agent concerné. Nous souhaitons faire respecter les règles, une mission / une qualification. En l'absence de TAGERFiP, nous ne pouvons travailler correctement.

Les représentants du personnel ont de nouveau réclamé un TAGERFiP, par établissement, actualisé et exploitable. En effet, c'est le seul document, permettant aux élus (CTL et CAPL) de connaître l'effectif réel ainsi que les emplois et qualifications implantés. C'est un minimum pour qu'ils puissent jouer leur rôle !!!

Questions diverses

- Concernant le projet de rapprochement des 2 ESI de Rouen, la directrice de la DISI a indiqué que le rapport du SAFI (secrétariat général) sur cette opération venait de lui être communiqué et que le sujet du rapprochement sera examiné certainement mi-avril, après examen par les bureaux FSUP et SPIB.
- Mise en place de Numflux à l'ESI Orléans : la directrice de la DISI a signalé ne pas avoir obtenu de date mais a précisé être favorable à une redistribution des scanners Numflux au sein de l'ESI.
- Mise en place d'un système de télé-surveillance à l'ESI Orléans : des difficultés pour la mise en place de ce système, envisagée dans les prochains mois, notamment le vendredi pour la fermeture de l'accès au bâtiment vers 20 h par les agents. L'organisation serait en cours de finalisation.
- Transferts de missions ZOS entre l'ESI Orléans et l'ESI Amiens : la directrice de la DISI a précisé que ce dossier était en cours d'étude et n'était pas encore finalisé.
- Examen qualificatif PAU : un plan de soutien à l'examen PAU sera mis en place en 2015 sur les résidences d'Orléans (12 agents), Rouen (7 agents) et Versailles (21 agents) soit un total de 40 agents (à la fois affectés en ESI et en direction).
- Situation des effectifs au SIL Versailles (3 agents pour 6 postes implantés) : un poste de B Prog a été gelé pour le mouvement de 2014, la directrice de la DISI indique que ce n'est pas le cas cette année.

Vos représentants Solidaires Finances Publiques en Comité Technique Local :

<u>Titulaires :</u>		<u>Suppléants :</u>	
Carole BAILLY	ESI ORLEANS	Vincent GAUTIER	ESI VERSAILLES Chantiers
Jean-Luc DEBON	ESI CAEN	Martine ROELAS	ESI ORLEANS
Patrick PIMONT	ESI VERSAILLES St Cloud – CID 95	Marie-France FORNAY	ESI VERSAILLES Chantiers

- Point de situation sur 3 groupes de travail en cours à l'ESI Versailles Chantiers : organisation de la fonction accueil/standard, organisation de l'AT, organisation du pôle exploitation.
La directrice de la DISI a précisé que ces 3 sujets ont été décidés récemment à l'occasion du dialogue de gestion tenu avec le Chef de l'ESI.
Au sujet de l'accueil/standard, un système de badge devrait être, à terme (fin 2015), mis en place pour la gestion des entrées/sorties de jour, sans remise en cause des postes actuels de gardien et de veilleur de nuit.

Vos représentants Solidaires Finances Publiques en Comité Technique Local :

<u>Titulaires :</u>		<u>Suppléants :</u>	
Carole BAILLY	ESI ORLEANS	Vincent GAUTIER	ESI VERSAILLES Chantiers
Jean-Luc DEBON	ESI CAEN	Martine ROELAS	ESI ORLEANS
Patrick PIMONT	ESI VERSAILLES St Cloud – CID 95	Marie-France FORNAY	ESI VERSAILLES Chantiers